

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale

## RAPPORT AU PREMIER MINISTRE

Le Président de la République a fait de la refondation de l'école une priorité. Cet engagement trouve sa traduction dans la loi n° 2013-595 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République du 8 juillet 2013. Cette refondation, construite dans l'intérêt de l'élève, se traduit par de nouvelles orientations pédagogiques et éducatives, qui, pour leur mise en œuvre, nécessitent de redéfinir les missions des personnels enseignants de l'éducation nationale, dont le contenu a évolué et s'est enrichi au fil du temps.

Un projet de décret, dont la publication sera simultanée au présent projet de décret, traduit et consolide à compter de la rentrée 2015, dans un cadre renoué et clarifié, l'ensemble de ces évolutions pour les enseignants qui exercent dans le second degré.

Corrélativement, le présent projet de décret ajuste la rédaction des décrets n°50-581 et 50-582 du 25 mai 1950 susvisés, dont seules les dispositions définissant le service des enseignants des classes préparatoires aux grandes écoles sont conservées à l'identique (articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 du projet de décret).

Ensuite, le projet de décret transpose dans le statut des professeurs d'enseignement général de collège, corps placé en extinction, les nouvelles dispositions relatives aux obligations réglementaires de service et aux missions des enseignants définies pour les corps enseignants actifs du second degré par le projet de décret susmentionné (articles 4, 5 et 6 du projet de décret).

Enfin, le texte ajuste les conditions de détachement dans le corps des professeurs de lycée professionnel. Le décret n° 2013-768 du 23 août 2013 relatif au recrutement et à la formation initiale de certains personnels enseignants, d'éducation et d'orientation relevant du ministre de l'éducation nationale a fixé comme condition pour le détachement dans les corps enseignants la détention d'un master ou d'un titre ou diplôme reconnu équivalent par le ministre chargé de l'éducation, à l'instar de la condition de diplôme de droit commun exigée pour la titularisation des stagiaires lauréats du concours externe. Cette exigence nouvelle a cependant pour effet d'empêcher le détachement dans le corps des professeurs de lycée professionnel de fonctionnaires ne détenant pas ce niveau de diplôme y compris dans les spécialités professionnelles dans lesquelles il n'existe pas de diplôme de niveau master. Le projet de décret adapte en conséquence les conditions de détachement dans le corps s'agissant de ces spécialités, afin de remédier à cette restriction (article 8 du projet de décret).

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.